Airbus : 4 300 emplois supprimés en France

L'avionneur européen Airbus a dévoilé hier aux représentants des salariés les détails de son plan de restructuration, comprenant 10 000 suppressions d'emplois — dont 4 300 en France – et la cession de tout ou partie de six usines en Europe. Les réductions d'effectifs sur quatre ans concerneront à 50 % Airbus et à 50 % les sous-traitants et intérimaires.

TOULOUSE.— Le président d'Airbus, Louis Gallois, a confirmé hier à Toulouse la suppression de 10 000 emplois chez le constructeur aéronautique européen, la cession de trois de ses sites et l'adossement à des partenaires industriels pour trois autres, dans le cadre du plan de restructuration Power8. L'annonce de ces réductions d'effectifs a provoqué des débrayages spontanés en France et en Allemagne.

Le plan prévoit la suppression sur quatre ans de 4 300 emplois en France, dont 3 200 à Airbus France et 1 100 au siège toulousain de l'avionneur, 3 700 en Allemagne, 1 600 en Grande-Bretagne et 400 en Espagne, a-t-il détaillé après avoir présenté Power8 aux représentants syndicaux.

« **Nous procéderons par des mesures volontaires, des départs anticipés à la retraite, nous apprécierons la situation et nous ferons un bilan dans les dix mois qui viennent** », a précisé Gallois, ajoutant que la réduction des frais de fonctionnement devrait générer 900 millions d'euros.

La moitié de l'ensemble des suppressions d'emplois (5 000) concerneront les intérimaires et les sous-traitants, et aucun licenciement sec n'est envisagé « **à ce stade** », a fait valoir Gallois. Ces réductions d'effectifs coûteront quelque 700 millions d'euros au groupe et cette charge sera « **provisionnée au premier trimestre 2007** », a-t-il ajouté.

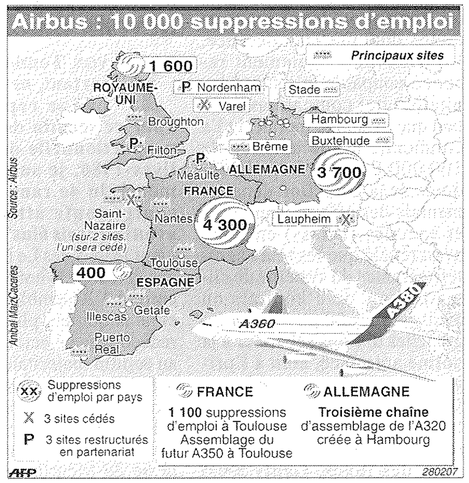
Les suppressions d'emplois chez les intérimaires et les sous-traitants constituent un effort très important.

« **Prévoir de commencer immédiatement de réduire de 5 000 le nombre des intérimaires et sous-traitants qui sont actuellement 30 000 à travailler sur les sites Airbus, c'est arithmétiquement bien plus sévère que de réduire de 5 000 les effectifs des 57 000 employés Airbus d'ici à quatre ans** », remarquait hier l'analyste aéronautique d'une grande banque d'affaires.

Airbus va céder trois sites de production (Laupheim et Varel en Allemagne, Saint-Nazaire-Ville en France) et établir des partenariats industriels pour trois autres (Filton en Grande-Bretagne, Méaulte en France et Nordenham en Allemagne). L'usine de Saint-Nazaire-Ville sera regroupée avec le site voisin de Montoir.

Concernant la répartition des tâches entre France et Allemagne, le futur long-courrier A350 d'Airbus sera assemblé à Toulouse et une troisième chaîne d'assemblage de l'A320 sera créée à Hambourg (Allemagne), a indiqué EADS.

L'assemblage de la famille de moyen-courriers A320 « **sera limité à 14 unités par mois à Toulouse et le reste à Hambourg. Il s'agit là simplement d'un accord qui avait été conclu au conseil de surveillance d'Airbus en 2000** », a rappelé Gallois, qui souhaite à l'avenir « **une chaîne d'assemblage par appareil** ».



Louis Gallois, a affirmé que « tout ceci est fait de manière équilibré, s'il y a plus de suppressions d'emplois en France qu'en Allemagne, c'est parce que nous avons en France le siège social d'Airbus ».

Les syndicats se sentent « lâchés »

En France les syndicats se sentent « lâchés » par les politiques dans la lutte contre les suppressions d'emplois, sentiment alimenté hier par le ministre délégué à l'Emploi qui a écarté toute « interposition » de l'Etat dans « la stratégie » d'entreprises comme Airbus ou Alcatel. Gérard Larcher a jugé « indispensable » le plan de restructuration d'Airbus, dont l'Etat français est actionnaire.

Le porte-parole du gouvernement Jean-François Copé de son côté a indiqué qu'il serait « très vigilant » sur le respect des engagements du plan, en particulier sur l'absence de licenciements secs. En pleine campagne pour l'élection présidentielle, les dirigeants politiques sont critiqués par des représentants des salariés pour leur passivité face à une succession de crises sociales. « Le silence des candidats est irresponsable », a lancé Yvonnick Dréno (FO) du site Airbus de Saint-Nazaire ville.

Nicolas Sarkozy (UMP) a refusé de commenter la restructuration tout en critiquant les prises de position de son adversaire socialiste. Ségolène Royal a promis, si elle est élue à la tête de l'Etat, de demander la « suspension » du plan de restructuration. Elle a appelé la France, l'Allemagne et l'Espagne à une « indispensable recapitalisation d'Airbus ».

Dans la Somme, le président UDF du conseil général, Daniel Dubois, s'est déclaré « rassuré » pour le site de Méaulte mais entend rester « très vigilant ».

« Les sous-traitants lorrains pas touchés »

METZ. — Selon Silvio Zanfonato, président du pôle aéronautique lorrain Aériades, la restructuration d'Airbus ne devrait pas trop concerner les entreprises lorraines travaillant pour l'aéronautique. « **Cela concerne davantage des sociétés qui travaillent à 30 voire 40 % pour Airbus. Il s'agit de sous-traitants implantés près des ateliers d'assemblage d'Airbus dans le sud-ouest. Les entreprises lorraines sont sur des marchés de niches et sur de petits volumes** » rappelle Silvio Zanfonato, qui est également PDG de Aéro-Lorraine une holding qui comprend Baccarat-Précision (54) une entreprise de mécanique qui travaille pour d'autres clients qu'Airbus comme Dassault et son dernier-né des avions d'affaires le Falcon 7X en cours de certification. Le président d'Aériades estime que c'est « **bien le retard du programme de l'Airbus A 380 qui est à l'origine de cette réorganisation. Il n'en vend que 5 la première année sur les 25 initialement attendus. Enfin il y a aussi l'incidence du paiement en dollar. Avec le cours de l'euro, c'est un différentiel de 25 % qui plombe les résultats de l'avionneur et inquiète les sous-traitants de l'aéronautique**. »

L'Allemagne a défendu ses intérêts avec succès

BERLIN.— L'Allemagne, qui ne cesse de plaider pour l'émergence de champions industriels européens, a défendu avec véhémence ses propres intérêts dans le dossier Airbus, apparemment avec succès puisque les suppressions d'emploi sur son sol sont moins importantes que redouté. « **Nous avons réussi à préserver les intérêts allemands** », s'est ainsi félicité le porte-parole adjoint du gouvernement, Thomas Steg. Cela a réussi « **parce que tous les acteurs côté allemand étaient unis et décidés** », a-t-il poursuivi, évoquant en particulier l'important soutien politique. Sur un ton plus modéré, la chancelière Angela Merkel s'est également montrée satisfaite, affirmant que le plan dit Power 8 « **respectait le principe de l'équilibre** » entre la France et l'Allemagne. De fait, aussi lourde que soit la facture sociale, les suppressions d'emploi seront finalement moins importantes en Allemagne qu'en France. Sur le plan industriel, la répartition des tâches des chaînes d'assemblage final va évoluer puisque l'assemblage final de l'A350 reviendra à Toulouse, et la prochaine génération de monocouloirs A320, best-seller d'Airbus, au site allemand de Hambourg. Berlin s'est également félicité de ce partage des technologies après avoir craint que les sites allemands ne soient dépossédés des activités les plus avancées.

En Grande-Bretagne et en Espagne, les pays les moins lourdement touchés, l'heure était plutôt au soulagement. Londres s'est félicité du maintien de l'activité de construction d'ailes au Royaume-Uni.